

## ARRETE MUNICIPAL

Portant autorisation temporaire d'occuper le domaine public de  
Terres-de-Caux

Le Maire de Bennetot, commune déléguée de Terres-de-Caux,  
**VU** le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L1311-1 à 1311-8 ; L2122-21 et L2213-6,  
**VU** le code général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,  
**VU** le Code de la voirie routière,  
**VU** l'article 610-5 du code pénal,  
**VU** la demande présentée par l'entreprise **CIRCET ERI5280 sise 69134 DARDILLY Cedex**, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public afin de **remplacer des poteaux téléphoniques pour le compte d'Orange sis route du Bois Carré à Bennetot – 76640 TERRES-DE-CAUX**,  
**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** A partir du **lundi 16 décembre 2024 et jusqu'à la fin des travaux**, l'entreprise CIRCET ERI5280 est autorisée à occuper le domaine public afin de remplacer des poteaux téléphoniques, **route du Bois Carré à Bennetot – 76640 TERRES-DE-CAUX**.

**ARTICLE 2 :** Lors des travaux qui empiéteront sur la chaussée, la circulation sera alternée manuellement et la vitesse sera limitée à 30 km/h. Il sera également interdit de stationner et de dépasser au droit des travaux.

**ARTICLE 3 :** La signalisation nécessaire sera matérialisée par barrières et panneaux et mise en place sous la responsabilité du demandeur, qui s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées. Le bénéficiaire s'engage à garantir la Commune de Terres-de-Caux contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

**ARTICLE 4 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 6 :** Madame Le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la police municipale intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Terres-de-Caux, le 9 décembre 2024

**Paule CRAQUELIN**  
**Maire de Bennetot**



**Le Maire Adjoint**  
**Maire délégué de Fauville-en-Caux**

*7, avec Fauville au cœur*

Auzouville-Auberbosc  
 Bennetot  
 Bertonville  
 Fauville-en-Caux  
 Ricarville  
 St-Pierre-Lavis  
 Ste-Marguerite-sur-Fauville